

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
NOVEMBRE 2025**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 5ÈME AFFECTATION
POUR 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	11
ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX.....	12
ANNEXE 2 - SOUTIEN AU MFPF - FEDERATION IDF.....	45
ANNEXE 3 - GRANDES VULNERABILITES.....	48
ANNEXE 4 - MAISON CAMI SPORT ET CANCER.....	51
ANNEXE 5 - PREVENTION SANTE JEUNES.....	54
ANNEXE 6 - FICHES PROJETS RECTIFICATIVES.....	59

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vise à donner corps aux ambitions de la Région Île-de-France en matière de santé et d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Il a ainsi pour objet d'attribuer **22 subventions**.

Il propose à ce titre l'affectation d'un montant d'autorisations de programme (investissement) d'un montant global de **2 089 229,17 €** prélevés sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires » et d'un montant d'autorisations d'engagement (fonctionnement) de **160 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé ».

1. Au titre du fonds régional de résorption des déserts médicaux

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **16 opérations** dans le cadre de la lutte contre la désertification médicale comprenant **15** aides à la création, l'extension et l'équipement de structures collectives dont 9 cabinets de groupe, 4 centres de santé et 2 maisons de santé pluriprofessionnelles et 1 aide à la sécurisation d'un cabinet de groupe relevant du dispositif « fonds régional de résorption des déserts médicaux » et présentées en **annexe 1** à la délibération, pour un montant global de **2 065 229,17 €** dans le cadre du programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 02 « fonds régional de résorption des déserts médicaux ».

Il est proposé d'abonder la ligne « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » action 14100402, programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », code fonctionnel 414 « dispensaires et autres établissements sanitaires », sous fonction 41 « santé » du chapitre 904 « santé et action sociales (hors APA, RSA et régularisations RMI) » à partir :

- De l'action 14200701 « aide aux femmes et aux familles » du chapitre 904 « santé et action sociales (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous fonction 42 « action sociale », code fonctionnel 424 « personnes en difficulté », programme HP 424-007 (142 007) « aide aux femmes et aux familles » pour un montant de **1 852 659,05 €** du budget 2025,
- De l'action 14200101 « soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance », du chapitre 904 « santé et action sociales (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous fonction 42 « action sociale », code fonctionnel 4228 « autres actions en faveur de la petite enfance », programme HP 4228-001 (142 001) « dispositif en faveur de la petite enfance » pour un montant de **210 578,14 €** du budget 2025.

2. Au titre du dispositif « Contraception – grossesses précoces - IVG »

Ce rapport propose de participer à la réalisation **d'une opération** relevant du dispositif « Contraception – grossesses précoces – IVG », présentée en **annexe 2** à la délibération pour un montant de **100 000 €**.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une convention triennale de partenariat renforcé avec la Fédération Régionale du Planning Familial, convention approuvée par délibération CP 2023-379 du 17 novembre 2023, pour développer ses actions en matière de santé sexuelle, d'éducation à la vie affective et sexuelle, de prévention des violences et discriminations faites aux femmes.

L'action de la Fédération Régionale portera en particulier sur la coordination des actions de ses

structures départementales en matière de prévention et de sensibilisation du grand public et des professionnels, sur la poursuite du pilotage de la plateforme d'écoute « sexualités, contraception, IVG » et sur la valorisation de grandes campagnes de communication telles que « le porno c'est pas la réf ».

3. Au titre des grandes vulnérabilités

La Région Île-de-France a fait de la promotion de la santé l'une de ses priorités. A ce titre, elle a souhaité s'investir spécifiquement sur la question du cancer. Si les champs du dépistage et du traitement sont pris en charge par l'Etat, la question de l'accompagnement des personnes concernées reste insuffisamment couverte. Aussi la Région s'engage dans des actions visant à accompagner les personnes malades – enfants comme adultes – dans leur quotidien en prenant en compte les conséquences physiques et psychosociales induites par leur maladie et/ou leur traitements, et ainsi les aider pleinement à ouvrir une nouvelle page de leur vie dans « l'après-cancer ». La Région s'investit également pour sensibiliser le grand public et soutenir la recherche sur les cancers.

Pour cela elle souhaite apporter son soutien :

- A « Imagine for Margo » qui sensibilise sur les enjeux de la recherche sur les cancers pédiatriques. A ce titre, ce rapport propose de participer à cette opération, pour un montant de **15 000 €** en fonctionnement. Ce projet relevant du dispositif « grandes vulnérabilités » est détaillé en **annexe 3**.
- au projet socialement innovant de création de la maison CAMI sport et cancer, qui accueillera les personnes précaires malades dans le cadre d'un parcours individualisé. A ce titre, ce rapport propose de participer à cette opération, pour un montant de **200 000 €** en investissement. Ce projet relevant du dispositif « innovation sociale - investissement » est détaillé en **annexe 4**.

4. Au titre du dispositif prévention santé jeunes

La Région soutient les actions de prévention en faveur des jeunes conformément aux préconisations issues des travaux du Comité Prévention Santé Jeunes, mis en place sur le fondement de la délibération n° 97-16 du 17 juin 2016.

Ses objectifs sont de limiter les comportements à risque des jeunes et de favoriser leur bien-être en développant leur confiance, le sens de la responsabilité et la capacité à lutter contre le harcèlement.

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **2 opérations** relevant du dispositif « Prévention santé - jeunes », pour un montant de **45 000 €**, et présentées en **annexe 5** à la délibération.

5. Achat d'autotests dans le cadre de l'« Agenda pour une Île-de-France sans sida – 2ème édition »

Dans le cadre de l'engagement régional contre le sida porté par « l'Agenda pour une Île-de France sans sida- 2ème édition 2024-2028 », la Région entend faciliter l'accès au dépistage sur l'ensemble du territoire francilien.

Il est ainsi proposé l'affectation d'une autorisation d'engagement d'un montant de **50 000 €** permettant l'achat d'autotests VIH. Cette affectation permettra de distribuer plus de **5 000** unités aux associations engagées dans la lutte contre le sida.

6. Au titre de la diffusion et la connaissance des actions régionales en matière de santé et de solidarités

La Région Île-de-France a fait de la Santé et des Solidarités deux axes majeurs de son action en faveur des franciliens. Le présent rapport propose d'affecter **50 000 €** afin d'améliorer la diffusion et la connaissance des dispositifs régionaux en matière de santé et de solidarités.

7. Réaffectation partielle de la subvention N° EX046006

Par délibération n°CP2019- 406 du 17 octobre 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la SCI DOCLAFONTAINE pour la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Antony (92) dont le descriptif complet figure dans **l'annexe 6** à la présente délibération dénommée « Fiche projet » (dossier EX046006), pour un montant de 24 000 €.

A la suite d'une erreur matérielle ayant entraîné la caducité de la subvention, pour permettre le versement du solde de la subvention au bénéficiaire et dans la mesure où la structure a rempli toutes ses obligations et formulé sa demande de versement dans les temps, il vous est proposé, à titre exceptionnel, de réaffecter une subvention d'un montant de **24 000 €** et d'adopter, en conséquence, la fiche-projet présentée en annexe 7 à la présente délibération.

Il est proposé d'abonder la ligne « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » action 14100402, sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414- 004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins » du chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » à partir de l'action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles », sous-fonction 42 « action sociale », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », du programme HP 424-007 (142 007) « Aide aux femmes et aux familles » du chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » pour un montant de **24 000 €** du budget 2025.

8. Fiche projet rectificative du dossier n°EX087967

Suite à une erreur matérielle, il est proposé en **annexe 6** de modifier le plan de financement prévisionnel du dossier n°**EX087967** en prenant en compte les dépenses et honoraires des études pré-opérationnelles permettant de démarrer les travaux prévus pour le projet de création de maison de santé pluriprofessionnelle à Gennevilliers porté par l'association des professionnels de santé de la maison de santé pluriprofessionnelle Sévines.

Ces modifications n'engendrent aucun changement des montants des subventions régionales précédemment votées.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

Valérie Pécresse

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 5ÈME AFFECTATION POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article L1424-1 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 »

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CP 2019-066 du 19 mars 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 2^{ème} rapport pour 2019 »

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2019 modifiée par n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019 – 406 du 17 octobre 2019 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2022-088 du 23 mars 2022 relative à la politique régionale en matière santé, 2^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptable et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relatives aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-379 du 17 novembre 2023 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2023 ;

VU la délibération n° CR 2024-012 du 29 mai 2024 relative à l'Agenda pour une Île-de-France sans sida- 2^{ème} édition 2024-2028 ;

VU la délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 – la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles, 5^{ème} rapport pour 2024 – relative à l'approbation de la convention-type en fonctionnement et en investissement Action Sociale et Santé ;

VU la délibération n°CP2025-075 du 27 mars 2025 – la politique régionale de santé 2^{ème} affectation pour 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-131 du 19 juin 2025 - Oriane - Jeunesse et promesse républicaine, 3^{ème} rapport - relative à l'adoption des nouvelles conventions-types IRIS de subvention en fonctionnement et en investissement ;

VU le budget de la Région pour 2025

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-293 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe **1** de la présente délibération par l'attribution de 16 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 065 229,17 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 065 229,17 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 « Renforcement de l'offre de soins », action 14100402 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2025.

Article 2 : Dispositif « Contraception - Grossesses précoces - IVG – Partenariats renforcés »

Décide de participer au titre du dispositif « Contraception - Grossesses précoces - IVG – Partenariats renforcés » au financement d'un projet détaillé en annexe **2** de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat renforcé, pour lequel une convention triennale a

été adoptée par délibération n°CP 2023-379 du 17 novembre 2023.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », sous-fonction « Santé », code fonctionnel 412 « prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 (141 003) « Prévention et éducation à la santé », action 141 003 05 « Prévention - Contraception - grossesses précoces - IVG » du budget 2025.

Article 3 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement d'un projet détaillé en annexe **3** de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **15 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation pour la santé », action 141 003 01 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » au titre du budget 2025.

Article 4 : Dispositif « Aides régionales en faveur de projets socialement innovants – investissement »

Décide de participer au titre du dispositif « Innovation sociale - investissement » au financement du projet détaillé en annexe **4** de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **200 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

Article 5 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement des projets détaillés en annexe **5** de la présente délibération par l'attribution de **2** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **45 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **45 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation à la santé », programme HP 412-003 (141 003) « Prévention et éducation à la santé »,

action 14100301 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Article 6 : Achat d'autotests dans le cadre de l' « Agenda pour une Île-de-France sans sida – 2ème édition »

Affecte, dans le cadre d'un marché d'acquisition d'autotests VIH, une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP412-003 « Prévention et éducation à la santé », action 14100305 « Prévention-Contraception-Grossesses précoces – IVG » du budget 2025.

Article 7 : Affectation dans le cadre de la promotion de la visibilité de la Région Île-de-France

Affecte, dans le cadre de la démarche de valorisation de l'action de la Région, une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation pour la santé », action 141 003 01 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Article 8 : Réaffectation du solde de la subvention N° EX046006

Affecte une autorisation de programme de **24 000 €** au bénéfice de la SCI DOCLAFONTAINE, dont le projet est détaillé en annexe **6** à la présente délibération, disponible sur le chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 « Renforcement de l'offre de soins », action 14100402 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2025.

Article 9 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

**DOSSIER N° EX093350 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Emerainville (77)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	78 399,00 € HT	30,00 %	23 519,00 €
Montant total de la subvention			23 519,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EMERAINVILLE

Adresse administrative : 16 PLACE DE L'EUROPE
77184 EMERAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain KELYOR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle à Emerainville (77).

Dates prévisionnelles : 15 mai 2025 - 1 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Dans le but d'anticiper le départ programmé des médecins actuellement en activité et de renforcer l'attractivité médicale d'Émerainville, la commune a initié un projet de création d'une maison de santé pluriprofessionnelle. Ce projet s'élabore en collaboration avec une équipe de professionnels de santé, constituée autour d'un médecin généraliste déjà installé sur le territoire. L'objectif est d'ouvrir une maison de santé multisites, adaptée à la particularité d'Émerainville composée de deux entités bien distinctes : le Bourg et le quartier du Hameau. Le projet porte sur l'aménagement de locaux municipaux situés dans le quartier du Hameau et comprend des travaux de réhabilitation, la création de cabinets médicaux et la mise en accessibilité de la structure pour les personnes à mobilité réduite.

A terme, la structure permettra l'installation de :

- trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont deux primo-installants
- une infirmière en pratique avancée

- quatre professionnels paramédicaux : une psychomotricienne, une diététicienne, une psychologue et une éducatrice sport-santé

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à

l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	78 399,00	100,00 %
Total	78 399,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 631,00	19,94%
Subvention Département (sollicitée)	19 599,00	25,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	23 519,00	30,00%
Subvention EPCI (sollicitée)	19 650,00	25,06%
Total	78 399,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX093440 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Rénovation du centre municipal de santé de Livry-Gargan (93)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	135 687,00 € HT	30,00 %	40 707,00 €
	Montant total de la subvention		40 707,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVRY GARGAN

Adresse administrative : 3 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
93190 LIVRY GARGAN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénover le centre de santé de Livry-Gargan.

Dates prévisionnelles : 2 juin 2025 - 15 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une poursuite d'activité de la structure.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le centre de santé municipal de Livry-Gargan propose une offre de santé pluridisciplinaire de proximité permettant de réduire le non-recours au soin d'une population majoritairement en situation de précarité.

Afin d'assurer le maintien de cette offre médicale, la commune doit réaliser des travaux de rénovation importants permettant de garantir l'étanchéité du bâtiment, améliorer les conditions d'accueil des patients et les conditions d'exercice des praticiens et renforcer les performances thermiques du bâtiment.

Le centre municipal de santé est composé d'une équipe de professionnels de santé exerçant en secteur 1 :

- dix médecins généralistes équivalents à cinq ETP
- trois médecins spécialistes équivalents à un ETP
- cinq chirurgiens-dentistes

- une sage-femme
- un radiologue-échographiste
- une psychologue
- deux infirmières

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à

l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	135 687,00	100,00 %
Total	135 687,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	27 137,00	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 707,00	30,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	67 843,00	50,00%
Total	135 687,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX097054 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Création d'un centre de santé à Menucourt (95)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	60 213,00 € HT	40,03 %	24 101,00 €
	Montant total de la subvention		24 101,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENUCOURT

Adresse administrative : RUE PASTEUR
95180 MENUCOURT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur ERIC PROFFIT BRULFERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de santé à Menucourt (95).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 31 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

La municipalité souhaite aménager les locaux de son ancien centre de protection maternelle et infantile (PMI) pour créer un centre de santé municipal. Cette structure vise à faciliter l'accès des habitants à un médecin traitant et à développer un projet global de santé notamment axé sur la prévention.

L'équipe du centre de santé sera composée à terme de :

- trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont deux primo-installants
- une infirmière en pratique avancée
- un assistant médical

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges

afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- MENU COURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	24 101,00	40,03%
Equipements médicaux, mobiliers et informatiques	36 112,00	59,97%
Total	60 213,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	27 080,00	44,97%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	24 101,00	40,03%
Subvention Département (sollicitée)	9 032,00	15,00%
Total	60 213,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX097189 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Création d'un pôle de soins dentaires au sein du centre municipal de santé de
Corbeil-Essonnes (91)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	77 607,01 € HT	50,00 %	38 803,51 €
	Montant total de la subvention		38 803,51 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBEIL-ESSONNES

Adresse administrative : 2 PLACE GALIGNANI
91100 CORBEIL ESSONNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno PIRIOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un pôle de soins dentaires au sein du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes (91)

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet consiste à créer un pôle de soins dentaires au sein du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes afin de répondre aux besoins de santé de la population de la ville et celle des villes voisines. Entre 2003 et 2024, l'offre de soins dentaires du centre de santé a été assurée et gérée par le service des œuvres de la CPAM avec huit fauteuils dentaires. La commune a donc pour projet de reprendre l'activité dentaire à partir du dernier trimestre de cette année 2025 en recrutant des chirurgiens dentistes pour assurer cette nouvelle offre de soins au sein du centre municipal de santé.

Le centre municipal de santé est composé de 6,78 ETP de professionnels de santé exerçant tous en secteur 1 :

- Cinq médecins généralistes

- Un médecin spécialisé en gynécologie
- Deux sages-femmes
- Une infirmière
- Un pédicure podologue
- Deux chirurgiens-dentistes
- Un orthodontiste

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	77 607,01	100,00 %
Total	77 607,01	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	38 803,50	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	38 803,51	50,00%
Total	77 607,01	100,00 %

**DOSSIER N° EX094232 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Création d'un centre de santé polyvalent à Puisseux-en-France (95)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	427 550,00 € TTC	37,36 %	159 734,00 €
	Montant total de la subvention		159 734,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUISEUX LOUVRE MEDICAL CENTER

Adresse administrative : 4 RUE DU COMMANDANT COUSTEAU
95380 PUISEUX EN FRANCE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ABDELHADI SAAB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de santé polyvalent à Puisseux-en-France (95)

Dates prévisionnelles : 1 mai 2025 - 15 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet a pour objectif d'améliorer l'accès aux soins sur la commune en développant une offre coordonnée. Le projet permettra de lutter contre le renoncement aux soins en proposant des consultations sans avance de frais (tiers-payant généralisé) et une ouverture élargie (du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi matin). La structure permettra également de renforcer la prise en charge des pathologies chroniques (diabète, bronchopneumopathie chronique) et d'assurer un suivi renforcé des patients en affection de longue durée (ALD) grâce à un lien ville-hôpital avec le Centre Hospitalier de Gonesse. Le centre de santé travaille étroitement avec la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Nord-Est du Val-d'Oise et avec les Dispositifs d'Appui à la Coordination (DAC) pour fluidifier les parcours et éviter les ruptures de soins.

La structure sera composée de neuf professionnels de santé exerçant tous en secteur 1 :
- Quatre médecins généralistes dont deux primo-installants

- Quatre médecins spécialistes dont un pneumologue, un médecin du sommeil, un nutritionniste, un pédiatre et un ORL
- Une infirmière de pratique avancée (IPA)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- PUISEUX-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	203 234,00	47,53%
Equipements médicaux	54 112,00	12,66%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	170 204,00	39,81%
Total	427 550,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	107 816,00	25,22%
Emprunt	140 000,00	32,74%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	159 734,00	37,36%
Agence régionale de santé (sollicitée)	20 000,00	4,68%
Total	427 550,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX097396 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Juvisy-sur-Orge (91)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	2 502 283,00 € TTC	9,99 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HELOU MEDICAL

Adresse administrative : 88 BOULEVARD SAINT GERMAIN
75005 PARIS

Statut Juridique : Société Civile

Représentant : Monsieur STEEVEN HELOU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle à Juvisy-sur-Orge (91)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2025 - 1 février 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP+) par l'ARS.

Le projet porte sur la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) à Juvisy-sur-Orge pour favoriser l'installation de nouveaux professionnels de santé sur la commune et faciliter l'accès des habitants à un médecin traitant ainsi qu'à des spécialistes. L'équipe de la MSP travaillera en étroite collaboration avec la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) pour assurer la coordination des soins. L'offre de soins proposée s'articulera autour de trois axes définis à partir des besoins de la population : la prévention et la prise en charge des pathologies cardio-vasculaires et pneumologiques ; l'accompagnement des maladies systémiques et inflammatoires ; et la prise en charge des troubles du neurodéveloppement (TDN).

Cette structure sera composée de :

- Deux médecins généralistes exerçant tous en secteur 1
- Un psychiatre exerçant en secteur 2 OPTAM

- Quatre médecins spécialistes exerçant en secteur 2 OPTAM (deux cardiologues, un neurologue, un pneumologue)
- Un interne en médecine

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 298 485,00	51,89%
Travaux et charges afférentes	1 203 798,00	48,11%
Total	2 502 283,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	2 252 283,00	90,01%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	9,99%
Total	2 502 283,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096217 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe communal à Viarmes (95)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	144 174,00 € HT	30,00 %	43 252,00 €
	Montant total de la subvention		43 252,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIARMES

Adresse administrative : PLACE PIERRE SALVI
95270 VIARMES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Olivier DUPONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe communal à Viarmes (95).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 15 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP+) par l'ARS.

La commune a acquis des locaux en 2022 en vue d'aménager un cabinet de groupe pluridisciplinaire et proposer des loyers attractifs pour favoriser l'installation de professionnels de santé sur son territoire. Les locaux sont divisés en deux bâtiments. Une première phase de travaux a déjà été réalisée au sein du premier bâtiment permettant l'accueil d'une équipe de professionnels paramédicaux. La demande porte sur la réalisation de la deuxième phase de travaux pour aménager le deuxième bâtiment et accueillir l'ensemble de l'équipe de santé.

A terme du projet, la structure permettra l'installation de :

- trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 et équivalents à deux ETP
- un cabinet de cinq infirmières
- deux infirmières en pratique avancée
- un psychologue

- deux psychomotriciennes
- une orthophoniste.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	144 174,00	100,00 %
Total	144 174,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	28 835,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	21 626,00	15,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	43 252,00	30,00%
Autres subventions publiques (dotation d'équipement des territoires ruraux)	50 461,00	35,00%
Total	144 174,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096801 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe communal à Etampes (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	624 183,00 € HT	30,00 %	187 255,00 €
	Montant total de la subvention		187 255,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES

Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
91150 ETAMPES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Franck MARLIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe communal à Etampes (91).

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 15 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

La commune souhaite acquérir un cabinet médical déjà existant composé actuellement de deux médecins généralistes. Ces derniers rencontrent des difficultés suite au départ de plusieurs praticiens de la structure. L'objectif est de proposer des conditions attractives pour favoriser l'installation de nouveaux professionnels de santé et/ou internes. L'un des deux médecins s'est engagé auprès de la municipalité à porter un projet de santé permettant de faire évoluer, dans les années qui viennent, le cabinet médical vers une maison de santé pluriprofessionnelle.

A court terme, l'équipe sera composée de :

- deux médecins généralistes exerçant en secteur 1
- deux internes
- une assistante médicale

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	596 000,00	95,48%
Travaux et charges afférentes	28 183,00	4,52%
Total	624 183,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	386 928,00	61,99%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	187 255,00	30,00%
Subvention EPCI (attribuée)	50 000,00	8,01%
Total	624 183,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096829 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe communal à Viroflay (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	108 020,00 € HT	30,00 %	32 406,00 €
	Montant total de la subvention		32 406,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIROFLAY

Adresse administrative : 2 PL DU GENERAL DE GAULLE
78220 VIROFLAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Olivier LEBRUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe communal à Viroflay (78).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

La commune a engagé depuis 2019 des actions visant à renforcer son attractivité et à stabiliser l'offre médicale sur son territoire : acquisition d'un premier cabinet médical pour maintenir l'activité de cinq médecins généralistes puis acquisition d'un local commercial afin de réaliser des travaux d'aménagement et permettre l'installation d'un médecin généraliste et d'un pédiatre.

Le projet proposé s'inscrit dans cette dynamique. Il porte sur la mise à disposition auprès de professionnels de santé d'un local auparavant composé de deux logements neufs transformés en cabinet médical pouvant accueillir plusieurs professionnels de santé. Les médecins généralistes et l'infirmière ont d'ores et déjà confirmé leur engagement pour exercer au sein de ce cabinet.

La structure doit permettre l'installation de :

- trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 et tous primo-installants

- un spécialiste en cours de recrutement
- une infirmière
- un interne

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	0,00	0,00%
Travaux et charges afférentes	108 020,00	100,00 %
Total	108 020,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	43 208,00	40,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 406,00	30,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	32 406,00	30,00%
Total	108 020,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097968 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Bures-sur-Yvette (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	634 491,00 € HT	30,00 %	190 347,00 €
	Montant total de la subvention		190 347,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES-SUR-YVETTE

Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES SUR YVETTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Bures-sur-Yvette (91)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2025 - 27 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Ce projet a pour objectif de créer un nouveau cabinet de groupe de médecine générale afin de répondre aux besoins de la population en accès à un médecin traitant. La structure permettra également l'installation de jeunes médecins généralistes primo-installants et favorisera l'accueil de médecins internes et de docteurs juniors sur le territoire.

A terme du projet, la structure sera composée de :

- Quatre médecins généralistes dont un primo-installant et un en cours de recrutement
- Deux internes en médecine générale

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges

afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	634 491,00	100,00 %
Total	634 491,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	222 072,00	35,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	190 347,00	30,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	222 072,00	35,00%
Total	634 491,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX098508 - Offre de soins - Soutien à la création de cabinet de groupe
- Création d'un cabinet de groupe à Sèvres (92)**

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20415332-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	499 518,74 € HT	25,00 %	124 880,00 €
	Montant total de la subvention		124 880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHI CTRE HOSP DES 4 VILLES

Adresse administrative : 3 PLACE DE SILLY
92210 SAINT CLOUD

Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier

Représentant : Monsieur HUBERT DE BEAUCHAMP, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Sèvres (92).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 1 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par le zonage de l'ARS.

Le projet vise la création d'une maison de santé de six cabinets, destinée à accueillir jusqu'à cinq médecins généralistes à terme et des professionnels paramédicaux en complément. Inscrite dans les locaux du centre hospitalier des quatre villes, cette structure vise une parfaite articulation entre les soins de ville et l'hôpital. Elle permettra de répondre aux enjeux d'une prise en charge de premier recours coordonnée pour les habitants de Sèvres et des communes voisines. La structure permettra l'accès à un médecin traitant, favorisant l'inscription des patients dans un parcours de soins global et continu, tout en assurant une capacité de prise en charge des consultations non-programmées.

La structure permettra à terme l'installation de :

- Cinq médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont trois primo-installants (deux en cours de recrutement)
- Un infirmier en cours de recrutement

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	0,00	0,00%
Travaux et charges afférentes	499 518,00	100,00 %
Total	499 518,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	24 831,00	4,97%
Subvention Commune (attribuée)	150 000,00	30,03%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	124 880,00	25,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	199 807,00	40,00%
Total	499 518,00	100,00 %

DOSSIER N° EX092033 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un espace de santé de la femme à Clichy (92)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	629 561,88 € HT	32,94 %	207 384,66 €
	Montant total de la subvention		207 384,66 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NAUSICA

Adresse administrative : 7 PLACE DE L HOTEL DE VILLE
93600 AULNAY SOUS BOIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame VICTOIRE MULLIEZ, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un espace de santé de la femme à Clichy (92)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2024 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet a pour objectif de déployer une offre de soins adaptée à la santé de la femme et à la périnatalité. L'espace de santé sera dédié aux femmes, pour mieux les soigner en axant l'offre de soins sur une médecine préventive, collaborative et innovante. L'espace de santé assure une prise en charge personnalisée, avec des redirections vers d'autres spécialités si nécessaire. Grâce aux centres de santé Gynea dans le 18ème arrondissement de Paris et à Pantin, le porteur de projet a déjà pu développer un parcours de santé pour les patientes avec ses différents partenaires comme l'hôpital Beaujon de l'AP-HP, le réseau PERINAT92 et prochainement la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) de Clichy.

La structure permettra l'installation de :

- Un médecin généraliste primo-installant, exerçant en secteur 1 et en cours de recrutement
- Trois gynécologues exerçant en secteur 2 OPTAM dont deux en cours de recrutement
- Six sages-femmes dont trois en cours de recrutement

- Un psychiatre primo-installant et exerçant en secteur 2 OPTAM
- Un kinésithérapeute primo-installant
- Un ostéopathe

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	536 981,41	85,29%
Equipements médicaux	34 163,44	5,43%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	58 417,03	9,28%
Total	629 561,88	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 177,22	3,52%
Emprunt	400 000,00	63,54%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	207 384,66	32,94%
Total	629 561,88	100,00 %

DOSSIER N° EX094284 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Combs-la-Ville (77)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	784 013,00 € TTC	30,00 %	235 204,00 €
	Montant total de la subvention		235 204,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI DU VIEUX PAYS

Adresse administrative : 35 RUE SERMONOISE
77380 COMBS LA VILLE

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Madame NURCAN SIMSEK, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Combs-la-Ville (77)

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 1 août 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP+) par l'ARS.

Le projet porte sur la création d'une nouvelle structure médicale permettant d'accueillir et d'agrandir un cabinet de groupe actuellement installé dans des locaux vieillissants et ne répondant pas aux normes d'accessibilité. Le projet a pour objectifs de développer l'offre en médecine générale avec le recrutement de deux médecins généralistes supplémentaires et de renforcer l'attractivité de la structure en créant un cabinet pour l'accueil d'un interne ou d'un docteur junior.

A terme du projet, la nouvelle structure permettra l'installation de :

- Cinq médecins généralistes exerçant tous en secteur 1 dont deux primo-installants
- Un interne ou un docteur junior
- Une diététicienne

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	784 013,00	100,00 %
Total	784 013,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	179 468,00	22,89%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	235 204,00	30,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	369 341,00	47,11%
Total	784 013,00	100,00 %

DOSSIER N° EX094552 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe de médecine générale à Bezons (95)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 008 376,00 € TTC	24,79 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLENEUVE

Adresse administrative : 18 BIS RUE LA FONTAINE
95240 CORMEILLES EN PARISIS

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Madame HIBA BOUSSAHA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Bezons (95)

Dates prévisionnelles : 1 février 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP+) par l'ARS.

Le projet a pour objectif d'augmenter l'offre de soins sur la commune de Bezons avec la création d'une structure médicale comprenant six cabinets de consultation : deux box pour des médecins généralistes dont l'un est maître de stage universitaire, deux box pour des docteurs juniors et deux box pour des internes.

La structure sera composée de :

- Deux médecins généralistes dont un maître de stage universitaire exerçant en secteur 2 OPTAM et un médecin généraliste exerçant en secteur 1
- Des docteurs juniors en cours de recrutement
- Deux internes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	623 500,00	61,83%
Travaux et charges afférentes	384 876,00	38,17%
Total	1 008 376,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	408 376,00	40,50%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	24,79%
Agence régionale de santé (sollicitée)	350 000,00	34,71%
Total	1 008 376,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096133 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe au Blanc-Mesnil (93)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	933 066,00 € TTC	26,79 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BM SANTE

Adresse administrative : 8 AVENUE DU SEMAPHORE
93150 LE BLANC MESNIL

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Madame ANNETTE AYENENOGYE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe au Blanc-Mesnil (93)

Dates prévisionnelles : 30 août 2024 - 1 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet de création d'un cabinet de groupe a pour objectif de répondre aux besoins d'accès aux soins principalement des habitants du Blanc-Mesnil, aussi bien en termes de médecine traitante que d'accès aux soins non programmés. La structure permettra l'augmentation de l'offre de soins sur le territoire grâce à l'arrivée de deux professionnels primo-installants (sortie d'étude). La présence de deux urgentistes au sein de la structure permettra d'assurer un lien ville-hôpital, de proposer des soins non-programmés et de participer à la permanence des soins ambulatoires.

La structure permettra l'installation de :

- Cinq médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont deux primo-installants
- Un chirurgien orthopédiste exerçant en secteur 2 OPTAM
- Trois infirmiers

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	933 066,00	100,00 %
Total	933 066,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	433 066,00	46,41%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	26,79%
Agence régionale de santé (sollicitée)	250 000,00	26,79%
Total	933 066,00	100,00 %

DOSSIER N° EX092341 - Offre de soins - Acquisition d'un système de sécurisation pour un cabinet de groupe à Nanterre (92)

Dispositif : Soutien au maintien des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00001226)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20421-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au maintien des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	10 909,00 € TTC	70,00 %	7 636,00 €
	Montant total de la subvention		7 636,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI CHRUSCIEL

Adresse administrative : CHATEAU DE FONTVIEILLE
23300 VAREILLES

Statut Juridique : Société Civile

Représentant : Madame NICOLE CHRUSCIEL-COUTHIER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installer un système de sécurisation pour un cabinet de groupe à Nanterre (92).

Dates prévisionnelles : 15 mars 2025 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé pour l'installation du système de sécurisation.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP +) par l'ARS.

Le cabinet médical des Ormes est situé à Nanterre (92). Les professionnels de santé qui exercent au sein de cette structure sont confrontés régulièrement à des intrusions qui rendent très difficiles leurs conditions d'exercice. Le cabinet a été cambriolé à trois reprises au cours des derniers mois et subit régulièrement des dégradations matérielles. Afin de maintenir l'offre de soins dans ce secteur et protéger les praticiens ainsi que les patients, l'équipe souhaite sécuriser l'accès au cabinet. Le projet porte sur la mise en place d'un contrôle d'accès des deux portes d'entrée du groupe médical et l'installation d'un système de vidéosurveillance.

L'équipe du cabinet est composée de :

- un médecin généraliste
- deux sages-femmes
- quatre chirurgiens-dentistes
- quatre masseurs-kinésithérapeutes
- deux infirmières
- deux ostéopathes

Les professionnels exercent en secteur 1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer au financement d'acquisition d'équipements destinés à sécuriser les locaux professionnels (portes blindées, clés de sûreté, interphone ou visiophone couplé avec une gâche électrique...) à hauteur de 70% maximum de la dépense subventionnable dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 15.000 € et dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de sécurisation	10 909,00	100,00 %
Total	10 909,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 636,00	70,00%
Fonds propres	3 273,00	30,00%
Total	10 909,00	100,00 %

ANNEXE 2 - SOUTIEN AU MFPF - FEDERATION IDF

DOSSIER N° EX097759 - Prévention en santé sexuelle, accès à la contraception et à l'IVG - MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL - FEDERATION REGIONALE D'ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés (n° 00001192)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100305- Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés	370 710,00 € TTC	26,98 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MFPRRP MOUVEMENT FRANCAIS
PLANNING FAMILIAL FEDERATION
REGIONALE IDF
Adresse administrative : 4 SQ STE IRENEE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ARIELLE PRAT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la coordination des activités de prévention et de sensibilisation des antennes départementales du mouvement français pour le planning familial

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins justifie la prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet 2025 de la Fédération Régionale Île-de-France du Mouvement Français pour le planning familial (MFPF IDF) est conforme aux engagements pris dans la convention de partenariat renforcé pour 2023-2025 adoptée par la délibération n°CP 2023-379 du 17 novembre 2023. Il s'articule autour des axes suivants :

- Promouvoir l'accès à la santé sexuelle, la contraception et l'IVG
- Lutter contre tous types de violences et en particulier celles faites aux femmes, notamment par l'éducation à la sexualité
- Coordonner les huit associations départementales du MFPF et les programmes nationaux

du mouvement déclinés régionalement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	20 000,00	5,40%
Services extérieurs	170 110,00	45,89%
Autres services extérieurs	25 000,00	6,74%
Impôts et taxes	16 700,00	4,50%
Charge de personnel	138 900,00	37,47%
Total	370 710,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	68 510,00	18,48%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	26,98%
Subvention Etat	202 200,00	54,54%
Total	370 710,00	100,00 %

ANNEXE 3 - GRANDES VULNERABILITES

DOSSIER N° EX094523 - Soutien aux personnes concernées par l'après-cancer, la drépanocytose ou les soins palliatifs - IMAGINE FOR MARGO - CHILDREN WITHOUT CANCER

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	341 208,00 € HT	4,40 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAGINE FOR MARGO CHILDREN WITHOUT CANCER
Adresse administrative : 34 RUE DE LA CROIX DE FER
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PATRICIA BLANC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibiliser le grand public aux cancers pédiatriques

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2025 - 31 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses

Description :

Le projet consiste à mener des actions de sensibilisation et de communication afin que le cancer des enfants soit reconnu comme un enjeu majeur de santé publique, mobilisant chacun à son échelle. Il vise également à fédérer les chercheurs et à encourager l'investissement en oncologie pédiatrique.

Parmi les actions de sensibilisation menées par l'association figure la course Enfants sans Cancer qui aura lieu en septembre 2025 au Domaine National de Saint-Cloud et rassemblera plus de 7 000 participants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	283 710,00	83,15%
Services extérieurs	8 669,00	2,54%
Autres services extérieurs	48 829,00	14,31%
Total	341 208,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	85 200,00	24,97%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	4,40%
Autres produits de gestion courante	241 008,00	70,63%
Total	341 208,00	100,00 %

ANNEXE 4 - MAISON CAMI SPORT ET CANCER

DOSSIER N° EX097766 - Solidarités nouvelles et innovation sociale en faveur des plus précaires - FEDERATION NATIONALE CAMI

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	481 160,00 € TTC	41,57 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION NATIONALE CAMI

Adresse administrative : 9 BIS RUE ABEL HOVELACQUE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur THIERRY BOUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : la création de la Maison CAMI Sport & Cancer

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2025 - 21 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins justifie la prise en charge anticipée des dépenses

Description :

Le projet vise à proposer dans un lieu d'accueil accessible à tous, la maison CAMI « AMNIOS », des actions de sensibilisation au sport santé et des séances d'activité physique thérapeutique à des personnes touchées par un cancer et à leurs aidants et leurs proches. La maison sera implantée au 1 rue Montgallet, à Paris 12e, et ouvrira ses portes en mai 2026.

Ce projet concerne essentiellement les personnes connaissant une situation de précarité sociale (isolement, perte d'emploi etc.) et/ou économique (1/3 du public accueilli a un quotient compris entre 0 et 234€). Les services déployés y sont de ce fait gratuits afin de répondre à des enjeux d'inégalités sociales en santé.

L'association est officiellement porteuse du dispositif « article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale 2018 au regard de la méthode d'intervention qu'elle a développé auprès des publics touchés par le cancer. Il s'agit d'une approche sportive s'apparentant à la gymnastique posturale à visée thérapeutique. La CAMI est le seul opérateur spécialisé dans l'activité physique thérapeutique spécifiquement dédié aux personnes en cours de traitement, ce qui accorde un caractère innovant au projet.

La CAMI est également reconnue maison sport santé (MSS) du 75 et du 92, et elle bénéficie

par ailleurs d'un programme de recherche médico-économique (PRME) en partenariat avec le ministère de la santé et l'Assurance maladie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- VERSAILLES
- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT
- COURBEVOIE
- NEUILLY-SUR-SEINE
- SURESNES
- BOBIGNY
- ARGENTEUIL
- VILLEJUIF
- CHEVILLY-LARUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	11 920,00	2,48%
Travaux	449 240,00	93,37%
Equipement mobilier et matériel	10 000,00	2,08%
Equipement informatique	10 000,00	2,08%
Total	481 160,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	200 000,00	41,57%
Mairie de Paris	150 000,00	31,17%
Ministère des sports	50 000,00	10,39%
Aide privée (mécénat)	81 160,00	16,87%
Total	481 160,00	100,00 %

ANNEXE 5 - PREVENTION SANTE JEUNES

**DOSSIER N° EX093479 - Soutien à la prévention santé des jeunes - BANLIEUES
ACTIVES**

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	60 500,00 € TTC	49,59 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BANLIEUES ACTIVES

Adresse administrative : 54 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94160 SAINT MANDE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ROST ADOM MEGAA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévenir les risques liés à la consommation de protoxyde d'azote en sensibilisant les jeunes

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 30 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Ce projet vise à sensibiliser les jeunes d'Ile-de-France aux dangers du protoxyde d'azote, dont l'usage détourné explose et cause des dommages graves (neurologiques, accidents, dépendance). À travers un clip choc, des débats avec des professionnels de santé (praticiens urgentistes, infirmiers, addictologues), des quizz interactifs et la diffusion de kits d'information, l'objectif est de casser la banalisation de cette pratique, former les adultes encadrants et enclencher une dynamique de prévention, avec une médiatisation forte pour toucher un large public. 15 séances sont prévues dans des structures franciliennes accueillant des jeunes (lycées, clubs sportifs, structures jeunesse etc.). Pour tout cas d'autosignalement, une orientation vers un accompagnement thérapeutique individuel sera proposé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CLICHY-SOUS-BOIS
- AULNAY-SOUS-BOIS
- SEVRAN
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 500,00	15,70%
Services extérieurs	30 000,00	49,59%
Charge de personnel	21 000,00	34,71%
Total	60 500,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions d'exploitation	5 000,00	8,26%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	49,59%
Subvention Etat	8 000,00	13,22%
Subvention d'organismes privés	5 000,00	8,26%
Subvention d'organismes semi-publics	5 000,00	8,26%
Autres produits de gestion courante	7 500,00	12,40%
Total	60 500,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX093523 - Soutien à la prévention santé des jeunes - BANLIEUES
ACTIVES**

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	77 900,00 € TTC	19,26 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BANLIEUES ACTIVES

Adresse administrative : 54 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94160 SAINT MANDE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ROST ADOM MEGAA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : améliorer la santé mentale chez les jeunes en renforçant l'estime de soi, l'empathie et les compétences relationnelles

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 30 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Ce projet vise à renforcer la santé mentale et l'estime de soi des jeunes en difficulté, particulièrement dans les quartiers populaires. Il propose un accompagnement structuré de 600 jeunes, avec à la clé un chantier solidaire pour 35 d'entre eux. L'enjeu est de recréer des repères, restaurer la confiance et les préparer à affronter leur environnement de manière plus constructive.

Des rencontres entre les jeunes franciliens des différentes structures parties prenantes (établissements scolaires, associations) se feront dans un premier temps par visioconférence, puis des rencontres en physique seront organisées afin de créer une cohésion entre ceux qui effectueront la phase deux, à savoir le chantier. Ces temps d'échange seront aussi l'occasion de mener un travail approfondi sur leurs peurs, leurs

appréhensions, leur perception de leur environnement et de la société.

Depuis 2021, ce sont près de 2 400 jeunes qui ont bénéficié de ces actions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE
- LIMAY
- CORBEIL-ESSONNES
- STAINS
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	23 500,00	30,17%
Services extérieurs	18 500,00	23,75%
Autres services extérieurs	13 100,00	16,82%
Charge de personnel	22 800,00	29,27%
Total	77 900,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	19,26%
Subvention Etat	35 000,00	44,93%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	25 000,00	32,09%
Subvention d'organismes privés	2 900,00	3,72%
Total	77 900,00	100,00 %

ANNEXE 6 - FICHES PROJETS RECTIFICATIVES

Commission permanente du 17 octobre 2019 - CP2019- 406
Modifiée par la commission permanente du 20 novembre 2025 - CP2025-293

DOSSIER N° EX046006 - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle - Antony (92) -Réaffectation partielle de la subvention

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	713 428,00 € TTC	3,36 %	24 000,00 €
Montant total de la subvention			24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI DOCLAFONTAINE
Adresse administrative : 19 BIS AVENUE JEANNE D'ARC
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame KARINE ATKINS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluriprofessionnelle - Antony (92) - Réaffectation partielle

Dates prévisionnelles : 28 octobre 2019 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : les dépenses éligibles sont à prendre en compte à partir du 28 octobre 2019 afin de permettre le versement du solde de la subvention au bénéficiaire.

Description :

Fiche projet rectificative pour la réaffectation.

Afin de pallier la désertification médicale à venir, la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle dans la ville d'Antony permet le regroupement de 3 médecins généralistes conventionnés secteur 1 et de professionnels paramédicaux (infirmier, orthophoniste, diététicien).

Les médecins généralistes sont organisés pour prendre en charge les soins non programmés en journée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges

afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	444 184,00	62,26%
Travaux et charges afférentes	269 244,00	37,74%
Total	713 428,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	187 628,00	26,30%
Emprunt	205 800,00	28,85%
Subvention Région Ile-de-France (déjà versée)	96 000,00	13,46%
Subvention Région Ile-de-France (réaffectation demandée)	24 000,00	3,36%
Subvention et aide privée (attribuée)	200 000,00	28,03%
Total	713 428,00	100,00 %

**DOSSIER N° EX087967 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif -
Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Gennevilliers (92)**

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	791 132,00 € TTC	29,32 %	231 982,00 €
	Montant total de la subvention		231 982,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO PROFESSIONNELS SANTE DE
MAISON SANTE PLURIPROFESSIONNELLE
SEVINES
Adresse administrative : 33 RUE VICTOR HUGO
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALEXANDRE HO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle à Gennevilliers (92)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2024 - 22 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP+) par l'ARS.

Ce projet vise à créer une maison de santé pluriprofessionnelle permettant de répondre aux besoins de la population en médecin traitant et de lutter contre la désertification médicale grâce à l'implantation de sept jeunes médecins généralistes primo-installants.

L'équipe médicale est composée de huit professionnels de santé exerçant tous en secteur 1 dont :

- Sept médecins généralistes primo-installants
- Une psychomotricienne

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	693 093,8	87,61%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	98 038,2	12,39%
Total	791 132,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	211 178,00	26,69%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	231 982,00	29,32%
Agence régionale de santé (sollicitée)	347 972,00	43,98%
Total	791 132,00	100,00 %